



Commission économique du CSE central de FTV

## Comptes 2024 de France Télévisions

### Compte-rendu de la réunion du 25 mars 2025

**Présents pour la commission :** Bruno DEMANGE, Pascal LEFEBVRE, Jean-Hervé GUILCHER (rapporteur), Pierre MOUCHEL et Sophie PIGNAL.

**Pour la direction :** Priscille DUCOMET, directrice financière.

**Invités :** Estelle RICHARD, Bérénice FERRIER et Matthieu STUCKY (Secafi).

### Les éléments d'un résultat bénéficiaire

Malgré 32,6 M€ de gels budgétaires, en particulier 20 M€ annulés tardivement, fin octobre, France Télévisions a présenté des comptes à l'équilibre en 2024, avec un résultat net positif de 2,4 M€.

Pour arriver à ce résultat, l'entreprise a d'une part bénéficié d'importantes ressources commerciales (elle représentent les 2/3 des 33 M€), d'autre part mis en œuvre des économies.

Le chiffre d'affaires publicitaire représente à lui seul une plus-value de 17,4 M€. Le résultat du producteur est de 10,4 M€ au-dessus de ce qui avait été budgété.

En parallèle, l'entreprise a fait 5,5 M€ d'économies sur ses charges d'exploitation.

Ces économies sont en particulier le résultat de 11 M€ d'économies sur le programme régional, le programme national (-3,2 M€) et sur le support technique et informatique partagé (-3,7 M€), grâce à la saturation des moyens de la Fabrique (avec du chiffre d'affaires pour couvrir les charges fixes).

Dans le même temps des dépassements sont venus atténuer ces économies : sur l'information nationale (+2,1 M€), sur le sport (+8 M€) et sur les coûts techniques de diffusion (+4,6 M€).

Au bout du compte, si le résultat d'exploitation est tout juste à l'équilibre (0,7 M€), le résultat net est positif, grâce à un résultat exceptionnel de 2,5 M€, lié à une plus-value lors de la vente de notre participation dans Planète+ Crime (détenu avec Canal+).

## Les recettes nettes disponibles sont en baisse de 22,4 M€

**Les concours publics s'élèvent à 2,536 Md€.** Ils ont été amputés de l'essentiel du programme d'incitation à la transformation (PIT), qui n'aura duré que 4 mois. Sur les 45 M€ prévus, seuls 12,4 M€ ont été versés.

En parallèle, le **chiffre d'affaires de la pub** est supérieur de 17,4 M€ par rapport au budget, grâce à l'effet exceptionnel des JO et JP. Il atteint 452 M€, dont 54 M€ pour le numérique. L'effet JO sur la pub est estimé à 83 M€.

La taxe sur les salaires, apparue avec la suppression de la redevance, représente 55 M€.

Au total les recettes nettes disponibles représentent 2,616 Md€.

## Le coût de grille en retrait par rapport au budget

Jeux olympiques oblige, le coût de grille est en hausse de 111 M€ par rapport à 2023. Cela représente cependant 5,2 M€ d'économies par rapport au budget.

Les budgets en dépassement sont :

- **Le sport national (+ 8 M€), qui atteint 227,4 M€.** Principale raison : l'absence de revente des droits des JO (recettes de sous-licence), aggravée par des surcoûts sur les émissions autour des jeux paralympiques.
- **L'information nationale (+2,1 M€), qui représente 283,4 M€.** Au-delà de la couverture des JOP, l'actualité a été importante (dissolution de l'Assemblée nationale, conflits au Proche-Orient et en Ukraine, élections américaines).

En contrepoint, d'autres directions ont fait de substantielles économies :

- En 1<sup>er</sup> lieu, **le programme régional (-11 M€), qui représente un coût de 439,4 M€.** Les économies ont porté sur les coûts de l'énergie (aussi bien tarifs que consommation), le cash sur les programmes, un retard sur les travaux immobiliers et donc sur les amortissements et, comme à l'accoutumée, sur les effectifs. Le recours à la vidéo-mobile est aussi en baisse.
- **Le programme national voit son niveau d'économies s'accroître de 3,2 M€, ce qui aboutit à une économie globale de 34,2 M€ par rapport à 2023. Son budget représente 932,5 M€.** Il est le résultat de l'annulation de projets de fictions, magazines ou documentaires, même si en parallèle, France Télévisions a maintenu son engagement de financement de la création à hauteur de 440 M€. Pour économiser en coût de grille, on ne diffuse qu'à hauteur de 420 M€, ce qui génère 20 M€ de stock chaque année.

Le coût de grille du pôle Outre-Mer est globalement stable (+0,2 M€) à 222 M€.

A 94,4 M€, la direction du Numérique a économisé 1,4 M€ en levant le pied sur plusieurs projets.

## Les coûts supports, stables à 352 M€, cachent des variations

**Le support technique et informatique partagé représente 61,6 M€, en nette économie de 3,7 M€.** Ce qui cache d'une part un débord à la direction des technologies (notamment du fait des investissements dans la cybersécurité, des investissements technologiques en prévision des JO, du projet Sherlock), d'autre part une économie significative à la Fabrique, dont les moyens ont été saturés grâce aux JOP.

**Le support antennes et programmes est en économie de 1,2 M€, pour atteindre 215 M€ :** économie sur les ETP, sur les honoraires et études, les prestations, contrebalancée par un dépassement sur les budgets communication du fait des JO.

A contrario, **les coûts techniques de diffusion sont en dépassement de 4,6 M€ et représentent au total 75,1 M€.** Les surcoûts sont liés à la mise en place de l'UHD, en particulier sur France 2 pour les JO.

## Les autres dépenses sont stables à 153 M€

**Les variations de provisions et autres dépenses représentent 29,3 M€ en débord de 1,3 M€.** Le débord est lié, selon la direction, à des provisions d'exploitation hors litiges salariaux.

**Stabilité, à 101,5 M€ du coût des fonctions supports,** formation, frais généraux : économie récurrente sur les ETP liée à des postes vacants, économie sur les loyers. En revanche, dépassement sur l'entretien des bâtiments.

Cette année encore, **les coûts de transformation,** censés financer les reconversions, n'atteignent pas le niveau du budget. **En retard de 1,3 M€, ils représentent un coût de 3,4 M€.**

## Les autres résultats dopés par les filiales et un résultat exceptionnel

**Le résultat des autres activités atteint 80,5 M€, en progression de près de 7 M€** par rapport au budget. C'est dû à l'exercice exceptionnel de France.tv Publicité mais aussi aux bons résultats de France.tv Distribution, notamment sur les ventes de droits et les jeux.

**Le résultat du producteur atteint 8 M€.** Le budget le prévoyait négatif, il est en progression de 10,4 M€. C'est pour une grande part dû aux filiales cinéma (décalage des fins de tournages et sorties de film ; ce qui risque de reporter l'impact négatif sur 2025). A France.tv Studio, si le chiffre d'affaires est en baisse, le résultat d'exploitation est cependant en amélioration, du fait d'une progression du taux de marge par rapport au budget, ce qui améliore le résultat.

**L'entreprise dégage un résultat exceptionnel de 2,5 M€** lié notamment à des plus-values de cession de participations dans Planète+ Crime.

La baisse des taux d'intérêts (donc de la rémunération de l'épargne) et la dégradation de la trésorerie entraînent un **mauvais résultat financier, négatif de 3,2 M€ et inférieur de 1,3 M€ au budget**, en partie compensé par un **effet favorable de 1,7 M€ sur la valorisation des parts que détient France Télévisions dans d'autres sociétés** (quote-part des sociétés mises en équivalence).

## Une importante dégradation de la trésorerie

La trésorerie a connu une variation négative de 100 M€ en 2024 (-109 M€ versus -96 M€ prévus au budget), dont la moitié correspond au remboursement d'un prêt de 50 M€ à l'Agence France Trésor.

Sur les 50 M€ restants, ils ont été consommés pour 43 M€ sur des investissements hors programmes très importants (investissements techniques, investissements dans le numérique pour les JOP, investissements immobiliers, en particulier sur Campus afin de rendre le bail d'EOS).

Le stock de programmes augmente (en particulier du fait de l'absence de corrélation entre le niveau des investissements dans la création (440 M€) et le niveau de diffusion dans le coût de grille (420 M€). Le stock de programme représente 19,8 M€, il a consommé 5 M€ de trésorerie en 2024.

La quote-part des investissements dans France 2030 (Studios Vendargues 2) représente 7,2 M€, ce qui n'avait pas été budgété.

La capacité d'autofinancement, autrement dit le flux potentiel de trésorerie généré par l'entreprise (reprises de provisions ou de dotations aux amortissements, produits des cessions d'actifs, etc.), s'est détériorée de 10 M€. Cela s'explique par le fait que le niveau de provisions est inférieur au budget. Le niveau supérieur de dépenses réelles a consommé 8 M€ de trésorerie. La capacité d'autofinancement représente 124 M€.

A contrario, le groupe a reçu 2,2 M€ suite à la cession de sa participation dans Planète+ Crime.

De son côté, le besoin en fonds de roulement, autrement dit le besoin de financement à court terme, est inférieur (donc meilleur) de 41 M€ par rapport au budget (perception d'une subvention France 2030 pour 2,7 M€, effets de calendrier favorables sur le versement de la taxe sur les salaires pour 6,4 M€, augmentation de la provision de congés pour 13,5 M€, etc.)

En fin d'exercice, la trésorerie est négative de près de 5 M€.

## La variable d'ajustement des effectifs

France Télévisions a terminé l'année avec un **effectif moyen de 8932 ETP**, ce qui représente une **économie de 48 ETP** par rapport au budget.

Le taux de précarité, en légère baisse, atteint 14,1%.

Depuis 2012, France Télévisions a supprimé 1558 ETP, soit 15% de ses effectifs.

Pour la commission,  
Jean-Hervé Guilcher  
22 avril 2025